

ASSOCIATION REGIONALE 32 - NOUVELLE-CALEDONE

CONTRIBUTION

THEME NATIONAL D'ETUDE

« La guerre demeure-t-elle la poursuite de la politique par d'autres moyens ou bien doit-elle désormais être considérée comme l'échec du Politique? »

SOMMAIRE

La Guerre et le politique : Janus d'un miroir à deux facettes	2
La dualité Politique/guerre à l'époque contemporaine	6
La résurgence de l'hégémonisme russe	7
L'impossible conflagration	8
Le nouveaux ressorts de l'hégémonisme russe	9
Mise en perspective	10
La Nouvelle-Calédonie: un contre-exemple	11
Bibliographie	12

« *La guerre demeure-t-elle la poursuite de la politique par d'autres moyens ou bien doit-elle désormais être considérée comme l'échec du Politique ?* »

« *La politique consiste à rendre possible ce qui est nécessaire* » selon le Cardinal de Richelieu.

Faut-il pour autant en conclure que la fin - « le nécessaire » - justifie les moyens, fussent-ils la guerre ? Et la guerre est-elle d'ailleurs cet ultime moyen ?

Le sujet, quoique classique, permet, à la lumière des événements géopolitiques contemporains, de l'envisager sous un prisme nouveau, plus pragmatique que doctrinal ou dogmatique.

Notions parfois jumelles ou antagonistes selon qui les manie, la guerre, la politique et le Politique, sont des concepts intemporels et évolutifs, aux contours indéterminés, tant leur définition varie au gré des époques mais aussi des cultures, des religions et des lieux : noble pour certains, vulgaire pour d'autres, la politique demeure indispensable à toute organisation de société. Entendue comme le gouvernement des hommes, la politique, ainsi définie, et la guerre, sont souvent associées comme si elles étaient les deux moitiés d'un même tout, comme si elles étaient indissociables.

Aussi la solution dite "politique", c'est à dire soit un compromis, soit une sortie de crise pacifique, en d'autres termes une solution mobilisant tous les ressorts de la diplomatie et, excluant en tout cas la guerre, est-elle systématiquement évoquée dans nos sociétés occidentales en cas d'imminence de conflit, pour prévenir celui-ci, pour éviter à tout prix le recours à ce moyen ultime qu'est devenue la guerre dans nos civilisations.

Car, tel n'est pas forcément le cas dans les sociétés dont l'organisation est tribale ou clanique, ou fondée sur des régimes fascistes ou dictatoriaux.

Cette notion de solution d'ordre politique, forcément négociée ou consensuelle, se recoupe donc avec celle de paix ou de moyens pacifiques, ce qui conduit naturellement à considérer dans cette hypothèse que le déclenchement d'une guerre consacre l'échec de la " *politique* " ou atteste, au minimum, d'un effort insuffisant pour parvenir à une solution dite négociée, une issue raisonnable selon les parties au conflit potentiel, réaliste, espérée et durable.

En contrepoint, il est impossible de faire l'impasse sur ce qui aura nourri durant près de deux siècles cette grave et profonde problématique, à savoir la célèbre formule du général prussien *Carl Von Clausewitz* « *La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens* », une approche, qui, schématiquement, distille l'idée que le politique recouvre deux facettes : si le politique est pour partie diplomatie, son autre face est intrinsèquement d'essence conflictuelle, de sorte d'ailleurs que force et violence - autrement dit la guerre- ne sont finalement que l'un des déterminants permettant de résoudre une crise.

Voilà donc posés les termes d'une dialectique, d'une opposition, qui, à l'aune de l'évolution récente des contextes géoéconomique, géopolitique et géostratégique, pourrait s'avérer bien plus ténue qu'il aura pu y paraître de prime abord.

La politique, le politique et la guerre apparaissent alors comme une sorte de Janus.

Il est difficile pour nous, en raison de notre histoire, et du système institutionnel qui nous régit actuellement, de nous extirper de certains réflexes de pensées, qui appartiennent à notre inconscient collectif et, qui nous conduisent en particulier à raisonner à travers le prisme de notre appartenance à la sphère des démocraties dites développées, occidentales pour l'essentiel.

Il s'ensuit notre propension à estimer que, quoi que le Politique ait pu entreprendre, son choix entre une paix négociée ou la guerre, sera forcément empreint de légitimité car, la guerre sera toujours ressentie comme la solution extrême, l'arme ultime, bref comme le constat d'une impasse face à une solution négociée.

La guerre, au fond, n'est-elle pas tout simplement à la fois la résultante et l'amorce d'une spirale infernale, dérisoire et totalement chimérique.

Car, que la guerre précède ou suive une solution ou démarche d'ordre politique ou diplomatique, elle s'achèvera toujours inexorablement par une capitulation, et donc, par un retour du politique sur le devant de la scène.

La réflexion qu'il nous est demandé de mener concernant ces notions suppose que nous puissions nous départir de cette confortable posture intellectuelle.

Platon nous a montré la voie, lui qui estimait que, si le bon politicien a pour tâche d'éduquer et d'unir les hommes trop tempérants et trop fougueux pour les amener à la juste mesure, et par là, en faire de bons citoyens, la démocratie était à ses yeux le pire des régimes, et donc le pire des vecteurs pour y parvenir.

Vérité d'un autre temps ?

L'alternative guerre/paix est semble-t-il consubstantielle au Politique parce qu'en réalité, un même fait peut toujours être jugé différemment selon le contexte, le lieu, le régime... et les critères d'appréciation retenus.

La guerre, le Politique, la politique seraient donc les pièces d'un même tout.

La guerre et le Politique : Janus d'un miroir à deux facettes ?

Doit-convenir avec Hobbes que la nature humaine doit être domptée par le Politique (Hobbes *in homo homini lupus*) ou bien peut-on avec Rousseau assigner au Politique le rôle d'aider l'homme, bon par nature, à survivre dans un environnement hostile ou postuler que l'union de l'individu avec ses semblables permet de l'emporter sur "les résistances" que la nature oppose à sa survie (Rousseau *in Du Contrat Social*, I, 6) ?

Ou encore, l'action du Politique peut-elle -comme le soutient Raymond Aron- s'appréhender comme la recherche d'un intérêt national, la recherche de la concorde intérieure à travers une unité dite politique, de la sécurité intérieure, toujours potentiellement menacée de l'extérieur?

Une telle approche a le mérite d'exprimer clairement la relation entre la stratégie et la politique, puisque la stratégie, en tant qu'*art de commander les forces destinées à défendre la nation*, est l'émanation directe du Politique, ayant pour mission première de préserver la primauté et la pérennité de l'unité politique existante.

La politique exprimerait donc tout à la fois un projet de société, une idéologie, la projection d'un pouvoir et l'art d'y parvenir, et de s'y maintenir, autrement dit l' "*art de gouverner* " ; elle concourrait à l'établissement des conditions favorables à la vie en communauté, des conditions susceptibles d'être instaurées sans recours systématique à la violence.

Dans nos sociétés judéo-chrétiennes, l'homme a fini par considérer qu'il serait dans l'intérêt de sa survie, de la survie de l'humanité, de pérenniser son œuvre, et, pour y parvenir de notamment, de remplacer la violence par la justice.

Alors, il a graduellement mêlé justice et droit ; Il a paré la force des attributs de la justice, même s'il a concédé -parfois avec tant de zèle-, que l'essence de la politique pouvait bien être la violence.

Ainsi Blaise Pascal affirmait-il que « *la force sans le droit est tyrannie et le droit sans la force n'est rien.* »

Le Politique, par le jeu de la politique a su gommer les aspects les plus saillants de cette violence dans les sociétés policées, allant même jusqu'à retourner la violence contre elle-même pour n'en garder que les effets qu'ils considèrent comme positifs, salvateurs même : ceux-là même qui sont susceptibles de créer la condition d'un monde en paix.

C'est le jeu de l'équilibre des forces, celui de la dialectique évoquée en préambule : être en posture de contrôler la violence au besoin, en l'instituant, en la conscientisant, en la canalisant, et non en l'occultant ou en niant son existence.

Ce qui nécessite une force de frappe crédible, connue et reconnue.

Ainsi naissent les concepts stratégiques des responsables politiques destinés à éloigner les menaces, à tout le moins à diminuer leur intensité et, en tous cas, à reprendre la main sur le cours des événements, avec, si nécessaire l'utilisation d'une violence, d'une violence au besoin inouïe (Hiroshima, Nagasaki ...), qui pourra être légitimée ou légitimable.

D'autres, au contraire, ont pour premier postulat la violence et, ont établi qu'il faut privilégier rapidement, voire sans délai des choix plus radicaux, des options d'ordre tactique, estimant qu'il n'y a pas d'autre issue que d'anticiper et de répondre à la violence par la violence, sans forcément d'ailleurs se plier aux règles de d'une réaction proportionnée.

N'est-ce point alors une tentative ultime et salvatrice pour tuer le mal par le mal, le mal par la racine, le mal dès la naissance du mal.

La bonne politique serait alors celle qui consiste pour le Politique dans une première phase à fixer d'abord des buts, des objectifs et des stratégies pour y parvenir, pour ne mobiliser qu'en deuxième phase *les moyens* nécessaires à leur mise en œuvre : le passage du stratégique au tactique ne devant intervenir, le cas échéant, qu'en phase ultime, qu'en situation extrême.

Ainsi que le préconisait le Général Salvan " *Pour atteindre les buts de leur concept, les chefs politiques ont besoin d'une méthode et de moyens, c'est la stratégie* ". Et, les États constitués sont bien évidemment la source de l'autorité stratégique.

Pour autant, ces entités, si hautement décisionnaires, tendent à muer et à se multiplier : institutions, organisations humaines, transnationales, européennes, multilatérales ...,

Dès lors ne parviennent-elles pas à être elles-mêmes aux conflits, voire la résultante de forces antagonistes : guerres civiles, conflits confessionnaux, identitaires, civilisationnels, revendications territoriales, accès aux ressources de première nécessité, etc. ?

L'action politique se revendique comme une action rationnelle, tant dans ses fins que dans ses moyens, qui cherche en permanence un juste équilibre entre la lutte et le compromis, entre la discorde et la concorde.

Cependant, en démocratie le Politique a pour mission de défendre l'intérêt de la Nation : il n'est donc pas d'action politique qui puisse satisfaire toutes les sensibilités, il s'en faut de beaucoup !

Ainsi, comme nous le suggère cette pensée de Machiavel, « ***le choix est rarement entre le bien et le mal, mais entre le pire et le moindre mal*** » (Le Prince).

Or cette rationalité de l'action politique suppose que, celui qui veut la fin doit aussi *pouvoir* accéder aux moyens : ces moyens que sont la violence, la guerre, à savoir la manifestation tangible de la puissance et sa projection sous les formes les plus explicites.

Dans les démocraties, l'art du Politique, dans sa transposition la plus accomplie, est de déclencher la violence, la guerre, en suscitant et captant le plus large consensus populaire, puis en s'appuyant sur celui-ci.

Pour cela, le discours officiel joue un rôle majeur, usant de la terminologie la plus neutre possible ou d'euphémismes : le terme de "guerre" cède ainsi la place à celui-tellement plus recevable- de "forces d'interposition", par exemple.

Car l'opinion publique, qui accède désormais en masse et en direct à la réalité cruelle des faits grâce à internet, voire même aux intentions ou manœuvres souterraines des Etats (Edward Snowden !), s'avère de plus en plus comme un interlocuteur incontournable, quand il s'agit notamment de juger de la légitimité de la violence.

Souvent, et au moins dans un premier temps, la guerre n'est pas ressentie comme l'échec du Politique mais comme un moyen utilisé par le Politique pour aboutir à un objectif noble et légitime.

D'aucuns soulignent donc l'action pacificatrice et civilisatrice du Politique, sa capacité à canaliser la violence, à l'humaniser : la guerre serait consubstantielle au Politique parce que, l'une comme l'autre, elles sont par essence d'origine humaine.

Le recours à la force est parfois inévitable mais toujours en dernier recours : car si "*les États vivent à l'ombre de la guerre*", le déterminant de l'action politique n'est pas cette éventualité voire cette finalité, ce qui serait alors perçu comme inéluctable, comme un échec aussi, mais bien au contraire la perspective de la concorde, la recherche permanente et obstinée du compromis, et au final, l'instauration d'une paix juste et durable, respectueuse de l'humanité et de sa survie.

La guerre ne serait alors qu'un moyen ultime à la disposition du politique lorsque toutes les autres voies ont été épuisées, un moyen dont on ne ferait donc usage que dans les situations extrêmes.

L'Histoire nous enseigne que cette vision d'une humanité à la fois bouillonnante et raisonnable, capable de canaliser et juguler les plus irrépressibles velléités ou volontés de puissance, pour rationnelle qu'elle soit, relève largement de l'imaginaire, voire de l'utopie et, à tout le moins, d'un système de valeurs qui ne saurait prétendre à l'universalité.

Mais, pour ceux qui réfutent cette vision, et ont précisément bâti leur doctrine sur cette négation à l'instar des contre-révolutionnaires comme *Joseph de Maistre*, ou des révolutionnaires tels que *Lénine et Ludendorff*, la guerre est l'acte fondateur du Politique, le socle d'un nouvel ordre social, la pierre angulaire d'une recomposition et restauration de toute organisation humaine : édifier l'ordre nouveau supposerait que l'on puisse et doive faire table rase du passé, par tous les moyens, y compris par la violence si nécessaire.

En son temps, *Machiavel* (*in Le Prince*) avait pour sa part énoncé que la plupart des artisans d'un ordre nouveau sont des visionnaires ou des doctrinaires, qui choisissent la voie de la violence pour faire triompher leur perception du monde et imposer leur mode de gouvernance.

Selon cette perception, à l'origine de toute organisation sociale, se trouverait donc le conflit.

Faut-il pour autant ériger le conflit comme un acte moral et fondateur, comme un point de passage obligé ? D'ailleurs vers quel type de société, de régime politique ?

Cette conception, bien qu'œuvre de pragmatiques et de praticiens de la politique et de la guerre, ne semble pas moins naïve et idéalisée que la première évoquée précédemment.

La dualité Politique/guerre à l'époque contemporaine

La donne a changé avec les bouleversements des équilibres mondiaux hérités de la seconde guerre mondiale.

Au lendemain de cette dernière,, deux entités hégémoniques ont émergé, créant et se partageant de larges zones d'influence, deux blocs antagonistes (auxquels il faut ajouter, pour mémoire, et pour être complet, plusieurs pays dits "non alignés") : le monde libre d'un côté et les régimes totalitaires communistes de l'autre.

La chute du Mur de Berlin a marqué l'effondrement du système communiste et la naissance de pays jusque-là fédérés au sein d'une Union soviétique omnipotente, mettant ainsi fin à la « *guerre froide* » .

A qui en attribuer finalement le mérite : au Politique, au stratège ou au tacticien ?

Au trois à la fois, sans nul doute ! A moins que ce ne soit au peuple ?

Depuis, avec la démocratisation et la diffusion hors frontières et hors barrières d'internet, entre autres, les *phénomènes désagrégateurs*, comme les violences urbaines et néo-tribales ou claniques, les revendications identitaires *instrumentalisées* ou *radicalisées* (le sexisme, le régionalisme, les séparatismes, le racisme, les intégrismes et le fondamentalisme religieux, etc.), se propagent à une vitesse quasi-instantanée et à grande échelle, sur une partie grandissante de notre planète.

La fulgurante progression des populations prolifiques et pauvres du Sud vers les contrées riches et démographiquement déclinantes de l'hémisphère Nord, migrants à la dérive à la recherche d'un utopique eldorado, est un phénomène qui n'est plus seulement potentiellement explosif d'un point de vue géoéconomique et géostratégique mais, qui est déjà terriblement actuel :le déplacement massif de ces populations, dans des conditions innommables et inconcevables, ferment de futurs désordres et soubresauts, atteste d'un niveau d'inconscience collectif qui augure au minimum d'un " monde nouveau ".

Les démocraties occidentales peinent -c'est un euphémisme-, à juguler ces crises..

La poussée de la fièvre nationaliste, ethnique, clanique ou religieuse, les violences identitaires qui se développent, principalement, dans les pays du tiers-monde, autrefois davantage unis dans leur lutte pour leur survie et celle de leurs peuples, sont à l'origine d'innombrables massacres, de crimes répétés, et chaque jour plus odieux, contre l'humanité.

Du Cachemire au Soudan, du Rwanda à la RDC, de la Somalie au Yémen, au Nigéria, au nord Cameroun, à l'Indonésie ou à nombre de pays du Moyen-Orient ... l'emballement des passions et pulsions meurtrières gagne du terrain, l'arc de crise se déplace jusqu'aux portes de l'Europe, de plus en plus précisément, de plus en plus inéluctablement !

Et le politique semble ne rien pouvoir faire, qui puisse prévenir ou guérir ce péril.

Car, la raréfaction de certaines ressources vitales et stratégiques (le pétrole, le gaz, l'eau ... la nourriture, pour ne citer que certaines d'entre elles), sur fond d'une crise économique et financière planétaire, crise qui aura ébranlé nombre de pays développés et fragilisé certains des principaux pays émergents, ainsi que des aléas climatiques d'ampleur croissante, ne peuvent qu'exacerber les antagonismes géopolitiques et géostratégiques entre nations ou espaces géocivilisationnels.

De même, la fulgurante montée en puissance de *l'Etat islamique et du terrorisme fondamentaliste confessionnel* suggère l'idée que les quelques fragiles équilibres géopolitiques et géostratégiques, que les principaux protagonistes du dernier conflit mondial, puis de la guerre froide, étaient parvenus à instaurer, et plus ou moins préserver jusqu'alors, sont en train de vaciller, s'ils n'appartiennent pas déjà au passé.

[La résurgence de l'hégémonisme russe](#)

Aussi, lorsque l'un de ces protagonistes, la Russie, décide de revenir sur le devant de la scène internationale c'est pour démontrer à la face du monde qu'elle est et demeure une puissance hégémonique majeure, intraitable dès lors qu'il s'agit de défendre ses intérêts stratégiques, voire prête à malmener l'ordre mondial afin que nul n'ignore ses objectifs et son rang.

Force est donc de constater que le concept de Francis Fukuyama, développé à la fin de la guerre froide, qui prédisait la "fin de l'Histoire" et l'avènement de la démocratie au niveau mondial, a finalement sombré..

Le nouvel ordre mondial se met en place : une hégémonie américaine et occidentale déclinante au profit de puissances émergentes à l'échelle mondiale (Chine, Inde) ou régionale (Iran, Brésil) et de puissance renaissante (Russie), rend la compréhension du monde plus complexe et son instabilité plus forte que lors de la guerre froide.

Samuel Huntington dans le Choc des Civilisations mettait même en perspective l'avènement des civilisations au détriment de la civilisation occidentale.

Mais où est donc passé cet idéal de régulation politique et d'organisation rationnelle et structurée des peuples et des nations, qui a fini par s'imposer au lendemain des deux dernières guerres dites mondiales ?

D'où pourrait donc jaillir l'espérance d'un univers moins belliqueux, d'un monde plus harmonieux ?

L'impossible conflagration ?

L'avènement de l'arme nucléaire, par conception, apocalyptique et définitive, a engendré une *révolution géostratégique*, la finalité de la stratégie n'étant plus alors d'engager les moyens nécessaires pour gagner la guerre, mais de dissuader l'adversaire de l'entreprendre, remettant ainsi au goût du jour ce principe célèbre énoncé par Sun Tzu :

« *L'art de la guerre, c'est de soumettre l'ennemi sans combat* »

La dissuasion nucléaire n'a pas pour finalité première de gagner une guerre mais bien de *l'empêcher*, ce qui suppose de posséder un arsenal nucléaire puissant et crédible et, surtout sans doute, d'être dirigé par un responsable réellement conscient de son pouvoir d'engager le feu nucléaire.

Les premières puissances nucléaires, parce qu'elles avaient été fondées sur les mêmes valeurs, ont partagé jusqu'à une époque récente un enjeu convergent : pallier le risque d'une escalade nucléaire puisqu'en cas de confrontation de cet ordre, la guerre ne serait pas seulement l'échec du politique, elle marquerait inéluctablement la fin de l'aventure humaine sur terre.

La *stratégie de dissuasion du faible au fort* (doctrine française, gaullienne) : un " *faible* " capable de menacer un agresseur éventuel " *fort* " d'une *sanction exorbitante* par rapport à l'enjeu, relève de cette déduction, qui résonne comme une évidence.

Mais, il faut aujourd'hui employer le temps du passé car, face au risque plus que tangible de prolifération du nucléaire à des fins de suprématie et de destruction, ce concept de " *dissuasion du faible au fort* " semble dériver progressivement vers la notion de " *posture et d'engagement du fou au fort* ".

La gestion " *rationnelle* " de l'équilibre de la terreur n'est donc plus une condition suffisante pour échapper à un embrasement planétaire : est venue s'y greffer la nécessaire prise en considération d'une *menace terroriste*, d'une *menace terroriste nucléaire en particulier*, par nature irrationnelle et imprévisible.

La diplomatie retrouve donc ici sa pleine expression et sa pleine dimension. La guerre dans ses formes de déclenchement et d'exécution les plus *classiques* est en effet en train de déserrer le champ d'analyse et de compréhension des responsables politiques, et même des militaires.

Une exigence s'impose désormais : conserver une capacité d'anticipation et de réaction face à toutes les formes de guerre possibles : guerres psychologiques, informationnelles (*info-war*), médiatiques, cybernétiques, transnationales, subversives, économiques, humanitaires, conflits civils, inter-ethniques, religieux, culturels, civilisationnels ...

Car les menaces ne sont plus seulement hors des frontières, elles se sont immiscées à l'intérieur même des Etats.

Lutte contre le terrorisme et actions diplomatiques doivent être menées de front.

Politiques et stratégies se sont donc adaptés et, ont notamment intégré cette mutation à travers la notion de *conflit global*, qui fait appel à une stratégie dite "*intégrale*" ou "*totale*".

Les nouveaux ressorts de l'hégémonisme

En dépit de la "*fin de l'Histoire*", célébrée par *Francis Fukuyama*, proclamant le triomphe définitif de "*l'hégémonie bienveillante*" de la démocratie américaine, le système international a cessé de tourner autour du seul Occident, en phase de déclin démographique et moral, selon Huntington, pour devenir *multicivilisationnel* ou *multipolaire*.

Notre monde paraît caractérisé par une résurgence des fondamentalismes identitaires et religieux exacerbés par la globalisation ou la mondialisation et le néo-impérialisme.

L'irrationalité s'est graduellement immiscée dans les relations internationales, ravalant parfois le Politique et le stratège au rang de simples observateurs et de gestionnaires du fait accompli.

Le drone a remplacé l'acteur sur le terrain, signe d'une distanciation de plus en plus prononcée, et assumée, de l'esprit civilisé par rapport à une réalité qui l'est de moins en moins.

Les codes habituels des guerres du passé entre Etats paraissent obsolètes : ainsi, la guerre contre le terrorisme de type Al Qaida ou EI ne se déroule plus sur des champs de bataille bien définis.

Les barrières entre civils et soldats ont cédé, chaque individu étant dorénavant concerné parce que potentiellement victime, où qu'il soit, quoiqu'il fasse.

Cette guerre d'un nouveau genre n'est pas susceptible d'aboutir à un quelconque armistice ou à la signature d'un accord de paix, faute de belligérants déclarés, faute d'interlocuteurs crédibles et légitimes face aux puissances étatiques.

Quelle place la diplomatie peut-elle alors jouer dans ces conditions ? ET quelle guerre mener ?

Faute d'une solution ouvrant la voie à une porte de sortie "honorable", la guerre peut paraître comme un moyen voué à l'échec dans les mains du Politique, dont l'objectif est d'éliminer toute menace terroriste.

Cette évolution déroule son implacable logique, d'autant plus insidieusement qu'elle intervient sur fond de guerre économique et financière : une constante, d'ailleurs, dans l'Histoire de l'humanité, le ferment et le ressort d'une conflictualité jamais rassasiée, jamais éteinte, toujours plus pernicieuse, plus sophistiquée, et donc, toujours plus menaçante.

Alors s'est développé le concept de « guerre économique ».

Certes, certains spécialistes récusent cette expression arguant que " *La guerre n'est pas la même chose que la concurrence ou les rivalités, commerciales* ".

D'autres, comme d'éminents experts français¹ estiment que la *guerre économique* est l'une des principales formes de la conflictualité moderne.

En réalité, le concept de *guerre économique* témoigne du fait que ce ne sont plus les *blocs idéologico-politiques* qui s'affrontent dans le monde, mais des Etats ou *blocs géoéconomiques* qui agissent dans un cadre de *concurrence exacerbée*, d'autant plus féroce, qu'il n'existe plus de marchés protégés et que l'enjeu n'est plus de conquérir une part respectable sur un produit donné mais *d'être le premier*, à l'exclusion de tous les autres.

Cette guerre d'un autre nom, sert de toile de fond à une autre réalité : quatre civilisations semblent en effet aujourd'hui susceptibles d'accéder à une dimension hégémonique mondiale, de pérenniser celle-ci, voire même de contrecarrer, à terme, la civilisation occidentale :

- l'*Occident* et l'*Islam*, deux civilisations ayant une même " *prétention à l'universel* ";
- l'*Hindouisme* et la *Chine*, de tradition non universaliste, mais en pleine expansion, et capables de remettre incessamment en question l'hégémonie occidentale ou de résister aux assauts prosélytes de l'islam, en pleine phase de renaissance *ultra-conquérante*.

La *conflictualité dite globale* tourne ainsi autour de deux pôles : le choc civilisationnel majeur Islam/monde non musulman, d'une part, et l'opposition entre un pôle occidental, qui demeure hégémonique (une hégémonie à prétention universelle, toujours dominée par les Etats-Unis), et le " *reste du monde* ", non occidental émergent ou non-industrialisé, d'autre part.

Mise en perspective

Dans son ouvrage consacré à l'" *Essence du Politique* ", Julien Freund a donné de la politique cette définition : « *Elle est l'activité sociale qui se propose d'assurer par la force, généralement fondée sur le droit, la sécurité extérieure et la concorde intérieure d'une unité politique particulière en garantissant l'ordre au milieu de luttes qui naissent de la diversité et de la divergence des opinions et des intérêts.* »

¹) Les fondateurs d'une " *Ecole de Guerre économique* ", le Général Pichot-Duclos et Nicolas Harbulot

Cela demeure incontestablement visionnaire, et tellement actuel !

« ... assurer par la force, généralement fondée sur le droit, la sécurité extérieure et la concorde intérieure ».

Les juristes y verront d'un seul trait l'obstacle majeur : le Droit, mais sur quel Droit se fonder ?

Les stratèges y verront un autre obstacle, non moins crucial : où commence et où s'arrête la sécurité extérieure ?

Et le citoyen continuera de s'interroger : la concorde intérieure participe-t-elle de la concorde universelle, mais alors sous quelle(s) forme(s), suivant quel(s) degré(s) d'implication ... ?

Quels sont en réalité les enjeux ?

Il est évidemment concevable que le juriste, le stratège ou le citoyen de telle ou telle démocratie authentique et vivante soient conduits à considérer que la violence est effectivement l'échec le plus tangible qui soit à la prétention d'une élite politique autoproclamée ou non à diriger ce Monde.

Mais justement, comme le principal ressort de la démocratie est cette vertu primordiale, qui consiste à exiger de ses représentants qu'ils veuillent bien déposer sur l'autel d'un consensus organisé ses intentions s'agissant du destin du peuple, il revient naturellement au Politique, dans ce cadre-là, de veiller à la sécurité des citoyens, soit par anticipation sur la menace, soit par réaction au déclenchement d'une crise.

Alors « *La guerre demeure-t-elle la poursuite de la politique par d'autres moyens ou bien doit-elle désormais être considérée comme l'échec du Politique?* »

La question est par définition et ainsi qu'il a été démontré insoluble en raison de la gémellité même des deux notions. Car ainsi que le disait Bismarck « *la diplomatie sans les armes c'est la musique sans instrument.* »...

[La Nouvelle-Calédonie: un contre-exemple?](#)

La Nouvelle-Calédonie doit sa paix intérieure depuis plus de trente ans à la réussite d'une diplomatie non conventionnelle assise sur la volonté inébranlable, le respect et la reconnaissance réciproques des parties en cause et à une incroyable audace et imagination juridique s'extirpant des carcans constitutionnels.

La Nouvelle-Calédonie est en cela une illustration de la force du politique, de la force de la diplomatie et de la célèbre maxime du Cardinal de Richelieu. Ces hommes ont rendu possible ce qui était nécessaire à la Nouvelle-Calédonie.

L'exemple calédonien illustre un raisonnement inverse à celui de la présente étude: la guerre civile a été le déclencheur de la solution diplomatique donc politique. C'est bien parce que la guerre civile a déchiré la Nouvelle-Calédonie à partir de 1984 entre les partisans d'une Nouvelle-Calédonie indépendantiste et ceux d'une Nouvelle-Calédonie dans la France qu'une solution consensuelle a été recherchée puis conclue en 1988, fondé sur le respect et la reconnaissance.

Les Accords de Matignon signés le 26 juin 1988 illustrent cet incroyable pari sur l'intelligence et sur l'avenir pris par deux hommes aux idéaux diamétralement opposés mais à l'intérêt immédiat convergent: celui de la paix et de la concorde.

Et sa continuation avec succès par l'Accord de Nouméa signé le 5 juin 1998 est la preuve de la pertinence de leur raisonnement.
